

## Deux ONG dénoncent la condamnation des quatre reporters d'Iwacu en Burundi

PANA, 10 juin 2020 Paris, France – Reporters sans frontières (RSF) et Amnesty international ont dénoncé la condamnation par la justice burundaise de quatre journalistes du média Iwacu et ont demandé au président burundais nouvellement élu de mettre fin à la répression systématique des médias et affirmant que cette condamnation porte un coup à la liberté de la presse au Burundi.

Christine Kamikazi, Agnès Ndirubusa, Tereza Mpozenzi et Egide Harerimana, quatre reporters burundais d'Iwacu, l'un des derniers médias indépendants du Burundi, ont été arrêtés le 22 octobre 2019 après avoir tenté de couvrir l'attaque surprise d'un groupe de rebelles burundais basés dans l'est de la RDC et opposés au régime du Président Pierre Nkurunziza, ont été condamnés jeudi par la Cour d'appel de Bubanza, située dans le nord-ouest du Burundi. Le tribunal a condamné les quatre journalistes à la peine de deux ans et demi de prison assortie d'une amende d'un million de francs burundais (environ 482 euros) pour "tentative de complicité d'atteinte à la sécurité de l'État" infligée en première instance le 30 janvier dernier. Les charges avaient été requalifiées, passant de "complicité" à "tentative de complicité". Le directeur du groupe de presse a annoncé son intention de porter l'affaire devant la Cour Suprême du Burundi. "Ce délit est aussi consternant qu'effrayant, il ne repose sur aucun élément sérieux et il fait peser sur les journalistes souhaitant couvrir un sujet d'actualité incontournable la menace d'une longue peine de prison. C'est une nouvelle journée noire pour la presse burundaise décimée par des années de répression qui ont conduit à la fermeture de nombreux médias et à l'exil d'une centaine de journalistes. Nous demandons au président nouvellement élu de mettre fin à cette politique en commençant par faire libérer ces quatre journalistes qui n'ont rien à faire en prison", a déclaré Arnaud Froger, responsable du bureau Afrique de RSF. Amnesty international, quant à lui, a affirmé que la confirmation de la condamnation de quatre journalistes porte un coup à la liberté de la presse et a déploré la décision de la justice de rejeter l'appel de quatre journalistes d'Iwacu estimant que cela est à la fois décevant et injuste. « Ils sont incarcérés de manière pacifique et publiés des articles sur des sujets d'intérêt public. Amnesty International estime que quatre journalistes sont des prisonniers d'opinion, qui doivent donc être libérés immédiatement et sans condition », souligne l'ONG qui a invité les autorités burundaises à garantir la protection pleine et entière du droit à la liberté d'expression et du droit d'accès à l'information, et à mettre un terme à leurs manœuvres visant à faire taire les journalistes.